

Etats-Unis : La fête est finie – La crise de l'électorisme de gauche

Toutes les versions de cet article : [\[English\]](#) [français]

dimanche 1er décembre 2024, par [MOODY Kim](#)

L'expérience d'une action électorale socialiste et progressiste de gauche depuis le Parti Démocrate fait maintenant face à une crise fondamentale. L'élan créé par la campagne présidentielle de Sanders en 2016, qui a contribué à propulser la brigade, le « squad » ce groupe de 6 membres progressistes de la chambre des Représentants qui s'est ainsi auto-désignée, vers un poste politique, et qui a inspiré la croissance rapide de DSA (les socialistes démocrates d'Amérique), a été perdu à la suite de la course tronquée de Sanders en 2020 et de sa reddition rapide à Biden. La dérive de la brigade et d'autres vers le centre politique et opérationnel du parti démocrate et leur soutien aux dirigeants néolibéraux du parti ont soulevé des questions sérieuses sur l'utilisation du Parti démocrate pour les objectifs socialistes. Ceci a été souligné par l'appui d'Alexandria Ocasio-Cortez (AOC) et d'autres membres de la brigade à Biden, même après son déplacement vers la droite, au début de 2023, sur des questions clés comme l'immigration et le forage pétrolier, comme l'a souligné la publication *FiveThirtyEight* (23 mars 2023). Plus généralement, la résistance accrue de la part des dirigeants et des institutions du parti a limité la capacité de la gauche à se développer de manière significative. Cela s'est traduit par les gains relativement minces réalisés par les socialistes et les progressistes de gauche lors des élections législatives de 2022. En plus de cela, la hausse des coûts des campagnes électorales pour le Congrès et la récente baisse des petites donations politiques ont encore entravé la capacité de la gauche électorale à pouvoir étendre son influence.

Sommaire

- [La politique mise aux enchères](#)
- [Une crise de confiance \(bien\)](#)
- [Comment sortir de ce désordre](#)

La preuve de cette crise se manifeste partout dans l'état de l'organisation de la gauche électorale. Le regroupement « Justice Démocrate », sans doute l'agent le plus efficace pour les progressistes lors des primaires électorales, a licencié neuf de ses vingt membres du personnel en juillet en raison d'un manque de fonds. Comme le dit le *Huffington Post*, « *sa mission est plus confuse et ses coffres sont épuisés* ». En août, il a licencié trois autres employés sur un total de douze, soit plus de la moitié de son personnel. Même avant cela, en avril, le Mouvement du Soleil Levant, un allié de Justice Démocrate, a licencié 35 des 100 membres de son état-major, tandis que Middle Seat, un collecteur de fonds et l'un des meilleurs contributeurs d'AOC pour les campagnes 2020 et 2022, a licencié environ un tiers de son personnel. Même Emily's List a connu des mises à pied. Tout cela dans la période précédant les élections cruciales de 2024.

La cause immédiate de cette crise est le financement. Tout d'abord, le coût moyen de l'obtention d'un siège à la Chambre des représentants est passé de 1,3 million de dollars en 2016 à 2,5 millions de dollars pour un siège vacant et à 2,9 millions de dollars pour triompher

en 2022 d'un candidat à sa réélection. Les petits dons ont été plus faibles dans ce cycle en raison du dégoût de la politique et des démocrates en particulier, comme cela est examiné ci-dessous. Comme l'a rapporté le New York Times (16 juillet 2023), avec de petits dons qui arrivent lentement, la campagne de Biden est encore plus dépendante des donateurs riches qu'en 2020. Dans le même temps, de nombreux donateurs politiques importants versent des contributions directement aux comités de campagne du parti et à des fonds « non déclarés » pour les campagnes 2024 du Sénat et de la Chambre des représentants. Mais la rareté des petits dons frappe plus durement les organisations de gauche qui manquent de donateurs riches, de subventions ou de soutiens de fondations.

Un résultat de cette crise et de la résistance accrue de la part de la direction du parti est le report de la date de mise à la retraite de cette vieille garde. Ceci est particulièrement critique parce que, en supposant que le but soit de changer le Parti démocrate ou de le déplacer vers la gauche, il n'y a pas d'autre moyen de faire disparaître la majorité centriste des démocrates à la Chambre et dans tout le système politique. Les départs à la retraite et la mise en place de candidatures ouvertes sont trop peu nombreux pour être une voie vers une présence importante dans le caucus du Parti démocrate à la Chambre ou au Sénat ou à peu près dans n'importe quelle instance législative d'État. Cela signifie que le JD semble avoir complètement abandonné les candidatures défiant des titulaires déjà en poste. JD se concentre actuellement sur le soutien au titulaire Jamaal Bowman, qui est attaqué par des campagnes et des fonds pro-israéliens. Alors que JD avait approuvé huit candidats à la Chambre des représentants qui défiaient des titulaires centristes en 2020 et deux en 2022, elle n'en a désigné aucun pour 2024, selon le *Huffington Post* (10 août 2023),

De même, alors que Notre Révolution a soutenu Barbara Lee en Californie pour le siège ouvert au Sénat par le décès de Dianne Feinstein, ainsi qu'un certain nombre de candidats principalement pour des scrutins locaux, il n'a pas encore approuvé de candidature à la Chambre des représentants pour les élections de la fin du mois d'octobre 2024. En 2022, Notre Révolution avait approuvé 18 candidats à la Chambre des représentants, dont six s'opposant à un démocrate majoritaire. Sanders, qui avait soutenu 13 candidats à la Chambre en 2022, dont quatre contestaient le siège de titulaires déjà en place, n'a approuvé qu'un seul candidat à la Chambre en 2023. C'était Aaron Regunberg, un candidat non élu pour la nomination démocrate pour un siège vacant représentant le premier district du Congrès de Rhode Island, qui avait été choisi par élection spéciale. Jusqu'à présent, Sanders n'a approuvé qui que ce soit pour la Chambre en 2024.

AOC a également approuvé Regunberg, mais son fonds de financement « Courage pour gagner » qui disposait de plus de 500 000 dollars, n'a contribué que pour 5000 dollars versés à deux candidats, seulement à la Chambre des représentants, les titulaires déjà en poste Cori Bush et Greg Casar, selon le rapport de la Commission électorale fédérale du 30 septembre 2023. Aucun autre soutien officiel d'AOC à des candidats à la Chambre des représentants pour le cycle électoral 2023-2024 n'a pu être trouvé au moment de l'écriture du présent document. La commission électorale nationale de DSA, qui a approuvé par le passé les candidats à la Chambre et aux assemblées législatives des États, n'a jusqu'ici approuvé qu'un petit nombre de candidats locaux. Il est clair que la gauche électorale est en retrait.

Cette baisse est en partie due à la performance relativement médiocre des candidatures de gauche en 2022. Malgré un grand nombre de sièges obtenu à la Chambre des représentants lors des élections de mi-mandat de 2022, les gains nets pour les progressistes de gauche cette année-là ont été faibles. Sur les 23 candidats de gauche, définis comme ceux soutenus par

Bernie Sanders, JD et/ou Notre Révolution, dix ont remporté leur primaire. Sur les huit personnes qui contestaient des candidats déjà en poste, une seule (Jamie McLoed Skinner) a gagné, mais a perdu l'élection finale. Sur les 15 candidats qui ont participé à des primaires ouvertes, neuf ont réussi. Ce chiffre est en net recul par rapport à 2020, lorsque les progressistes de gauche avaient remporté 22 des 32 sièges vacants, selon la publication *FiveThirtyEight* (27 septembre 2022).

En tout, en 2022, dix progressistes de gauche avaient remporté leurs primaires et treize l'avaient perdu, ce qui n'est pas si mal. Mais trois progressistes de gauche, comme défini ci-dessus, avaient perdu contre des modérés lors de primaires entre sortants dans des districts redessinés, et trois nouveaux candidats qui avaient remporté leurs primaires ont été défaits aux élections finales. Le gain net pour 2022 n'était donc que de quatre, aucun n'ayant remporté un scrutin face à un sortant candidat à sa réélection [1]. C'est clairement un mauvais signe pour ceux qui espèrent transformer le Parti Démocrate. Les perspectives pour 2024 sont, à tout le moins, nettement pires pour la gauche, avec un taux de sortants candidats à leur réélection s'élevant à 94 %, la pression croissante pour soutenir les modérés dans les districts en balance incertaine pour ne pas faire chavirer le bateau Démocrate, et la crise financière de la gauche électorale s'approfondissant.

Les élections législatives de chaque État sont bien sûr beaucoup moins chères et un peu plus accessibles. La part des candidats sortants était supérieure à 95 % en 2022, et cette année-là seuls 22 % de ces élus démocrates sortants ont été confrontés lors de primaires à des candidatures concurrentes. Le renouvellement des sièges est toutefois plus élevé et les primaires ouvertes sont plus fréquentes, soit environ 24 % en 2022. Seulement environ 4 % sont des mandats en nombre limité, dont un tiers environ sont détenus par les Démocrates. Il est toutefois décourageant de constater qu'il y a plus de 7 000 sièges à pourvoir dans les assemblées législatives des États. Bien que le coût d'une campagne pour un siège législatif soit beaucoup plus faible que celui du Congrès, il a doublé en moyenne au cours des deux dernières décennies pour atteindre plus de 100 000 dollars en 2020, selon la Conférence nationale des assemblées législatives des États. Il est sans doute plus élevé maintenant et, bien sûr, encore plus élevé dans des États comme New York, la Californie, Washington et d'autres.

Les membres DSA, qui se présentent plus souvent à ce niveau, occupaient 56 sièges législatifs en 2023 [2]. Alors qu'en 2022, DSA au plan national avait approuvé 18 candidats pour des postes au niveau des États, cette année, aucun candidat à ce niveau n'a été approuvé par la commission électorale nationale de DSA, selon son site web. Sans doute certains sont soutenus par des sections locales. « Notre Révolution », qui avait approuvé 80 candidats à des postes d'État en 2022, n'a approuvé aucun candidat cette année, selon ses sites web. Bernie Sanders non plus. Il semble que la crise de la gauche électorale frappe aussi sa participation aux scrutins électoraux.

La politique mise aux enchères : la crise du financement des élections provoquée par le capital

Que la crise politique du cycle électoral 2023-2024 de la gauche entraîne un plongeon de ses sources de financement est, en soi, significatif. Tout d'abord, cela révèle à quel point l'action électorale actuelle de gauche s'inscrivant dans le Parti Démocrate est dépendante d'équipes qui, comme JD, sont centralisées depuis le sommet, de sociétés de financement à but lucratif comme Middle Seat, et même de sociétés comme le géant numérique NGP-VAN, qui est le principal processeur de données du Parti Démocrate et est utilisé par tous les membres de la

brigade d'AOP. Pour l'autre, cela montre aussi la forte dépendance des candidats de gauche à des dons provenant d'autres États et de districts plutôt que sur une organisation structurée de façon permanente au plan local.

La cause sous-jacente de cette crise de financement est toutefois sur le long terme l'escalade du coût des campagnes électorales dont la responsabilité incombe au capital. Elle a commencé avec l'entrée des fonds de financement dans les années 1970, mais elle s'est accélérée bien au-delà de cela, poussée par des donateurs riches et aisés [3]. Incluant l'argent dépensé par les candidats, les comités du parti et celui hors des circuits contrôlés, le coût des élections du Congrès à mi-mandat est passé de 1,6 milliard de dollars en 1998, déjà bien au-dessus des années précédentes, à près de 9 milliards de dollars en 2022 [4]. « *La course aux dépenses toujours croissante entre les partis politiques signifie que le prix de l'admission au Congrès continue d'augmenter* ». La politique est devenue l'objet d'enchères dans lesquelles le plus offrant gagne 90 % du temps.

Et c'est l'argent qui fait avancer le processus. Seulement 18 % de tous les fonds de la campagne électorale du cycle 2022 provenaient de dons inférieurs à 200 dollars. Les démocrates ont fait un peu mieux, mais les petits dons ne représentaient toujours que 19 % de tous les fonds qu'ils avaient collectés. La baisse des dons de petite taille et l'augmentation continue du coût des élections indiquent que la richesse et le capital joueront un rôle de plus en plus important lors des prochaines élections. Et *Opensecrets.org* (2 août 2023) s'attend à ce que 2024 soit « *l'élection la plus chère de l'histoire* ».

Les membres de la brigade, qui ne récoltent pas d'argent auprès des entreprises, collectent pour leurs campagnes électorales des millions en provenance principalement de dons individuels de l'extérieur de leurs propres états et districts. La plupart de ces fonds sont collectés par des fournisseurs numériques tels qu'ActBlue ou Middle Seat. AOC est l'un des cas les plus extrêmes. Elle a recueilli plus de 12 millions de dollars dans le cycle électoral de 2022, beaucoup plus que tous les autres membres de « la brigade ». Plus de 80 % de cette somme provenait d'un autre État. En 2020, la dernière année fournie par les chiffres de district d'OpenSecrets.com, moins de 1 % du financement d'AOC provenait de son district. Il devrait être évident que, avec des fonds pour les candidats de gauche qui s'épuisent, cette dépendance à l'égard d'un grand nombre de dons plus modestes provenant de partout dans le pays ne peut pas assurer le financement des campagnes d'autres candidats de gauche aux primaires.

Considérez ceci : JD avait levé seulement 6,5 millions de dollars, principalement auprès de plus de 1 300 personnes, dans le cycle électoral de 2022 avant de faire face à sa crise financière. Hakeem Jeffries, un militant centriste, leader dans la lutte contre les opposants de gauche aux élections de 2022, et déclaré antisocialiste, est maintenant le leader minoritaire, élu à l'unanimité, du Parti Démocrate à la Chambre des Représentants [5]. Il a collecté pour lui tout seul 5,9 millions de dollars cette année-là. Dans ce montant, près de 80 % provenaient de dons importants ou de fonds électoraux et seulement 5,5 % de contributions modestes. Cette année 2024, il a déjà touché 7,8 millions de dollars. Il est assez évident que la gauche électorale du Parti démocrate ne peut pas rivaliser avec la majorité dominante du parti, qui est lourdement financée par des sociétés et des individus fortunés.

Considérez aussi que, alors que la gauche électorale se retire de primaires impliquant des sortants centristes en place, le *New York Times* (29 octobre 2023) rapporte que les alliés de l'establishment du parti, le Comité américain des affaires publiques d'Israël (AIPAC) et la

majorité démocrate pour Israël (DMI) se préparent à défier les neuf représentants démocrates en poste qui, le 25 octobre, au milieu des bombardements intenses et aveugles de Gaza par Israël, ont voté contre l'aide militaire à Israël. Le soutien inconditionnel à Israël est depuis longtemps une politique fondamentale du Parti démocrate, et l'opposition aux candidats critiques de la politique d'apartheid d'Israël envers les Palestiniens n'est pas nouvelle.

Dans les élections de 2022, AIPAC a dépensé 13 millions de dollars et DMI 9 millions de dollars, dont une grande partie « en dehors » des fonds contrôlés, pour vaincre des adversaires de gauche qui n'étaient pas considérés comme suffisamment amicaux par Israël. Selon Opensecrets.org (17 novembre 2022), AIPAC a dépensé 2 millions de dollars en argent « extérieur » pour vaincre Summer Lee, un critique de la politique d'apartheid d'Israël, dans les primaires de mi-mandat de 2022 et 3,2 millions de dollars supplémentaires aux élections finales, soit plus du double de ce que Lee a dépensé pour ce cycle. Dans ce cas, ils n'ont pas réussi à empêcher sa victoire. (Celui qui a le plus d'argent ne gagne que 90 pour cent du temps.) Lee, qui est l'un des neuf démocrates votant contre l'aide militaire à Israël en octobre, fait déjà face à un concurrent et sera certainement une cible de dépenses de l'AIPAC en 2024. Ilhan Omar et Jamall Bowman, qui étaient également opposés au matériel militaire supplémentaire pour Israël, ont également attiré des concurrents aux primaires. L'escalade des enchères politiques continue.

Sur un plan plus fondamental, on pourrait se demander pourquoi les socialistes jouent à ces jeux politiques axés sur l'argent. Un examen de la façon dont AOC a dépensé les millions qu'elle a collectés principalement à l'extérieur de son district révèle que dans le cycle 2022, 60 % sont allés aux salaires du personnel, à la collecte de fonds et à l'administration, et 24 % pour les achats dans les médias, ce qui constitue la majeure partie de la campagne électorale. Le reste, vraisemblablement, est allé au travail de base de campagne électorale. Les organisations de base permanentes ne sont pas incluses. La pratique réelle de l'électoralisme de DSA et de la gauche n'est pas fondée sur l'organisation de masse ou la lutte des classes, comme on le prétend parfois, mais sur l'élection d'individus à des fonctions pour faire « du bien » au nom de la classe ouvrière, par des primaires qui attirent les électeurs plus aisés, tout cela dans l'espoir que la base suivra Moody, « The Class Ceiling », p. 37-38.]]. Leurs méthodes électorales ne sont guère différentes de celles des Démocrates traditionnels, qui dépendent de sociétés professionnelles de financement et d'experts en campagne. C'est une approche du sommet vers la base électorale. Ils sont plus que dépendants de personnalités très en vue comme Bernie et AOC. C'est une approche du sommet vers la base et, d'un point de vue socialiste, l'inverse de ce qu'il faudrait faire.

Une politique électorale socialiste doit être organisée sur une base de masse entièrement différente, avec une stratégie totalement différente en dehors du cadre institutionnel et politique du Parti Démocrate. Des organisations politiques indépendantes de la classe ouvrière avec une organisation permanente, de masse et de base dans les quartiers et les lieux de travail pourraient facilement remplacer l'argent par des organisations et des mobilisations démocratiques des électeurs (à ne pas confondre avec les campagnes ciblées par ordinateurs d'inscription sur les listes électorales).

Une crise de confiance (bien méritée) dans la politique, les politiciens et les grands partis

Mais si le financement est le problème immédiat, cette crise est aussi le résultat d'une augmentation assez récente de la méfiance envers la politique, les politiciens et les grands

partis qui ont eux-mêmes conduit à la baisse des petits dons. « Notre Révolution », par exemple, a trouvé dans un récent sondage de ses « membres » que « 41 % nous ont dit qu'ils se sentaient déprimés, en colère ou démotivés par l'élection 2024 ». Avec Bernie, « la brigade », le caucus des membres progressistes du Congrès (CPC) et la plupart des progressistes alignés derrière Biden, il n'y a pas de place pour une opposition de gauche dans le Parti Démocrate.

Cette désillusion dépasse largement la gauche politique. Comme le révèle une récente enquête du Pew Research Center, la vision sceptique de la politique de la plupart des Américains a en fait empiré, précisément à l'époque où les socialistes électoralistes ont été en hausse par le biais du Parti Démocrate, entre 2018 et 2023 [6]. Le pire de tout cela est concentré sur le Congrès. Par exemple, la proportion de Démocrates et de leurs sympathisants qui pensent que les membres du Congrès « se soucient des gens qu'ils représentent » est passée de 51 % en 2018 à 40 % cette année. Les mêmes qui pensaient que les membres du Congrès ont promu des politiques « dans l'intérêt public » sont passés de 48 % à 37 % au cours de cette période. En outre, les politiciens, y compris les Démocrates, sont jugés « hors de contact » avec leurs électeurs.

Parmi les démocrates et leurs sympathisants, 74 % pensaient que les membres du Congrès ont fait un très ou assez mauvais travail d'écoute de leurs électeurs. 81 % de ces démocrates ont dit que « la plupart des fonctionnaires élus ne se soucient pas de ce que les gens comme eux pensent ». On peut supposer que beaucoup pensaient à leurs propres représentants démocrates. 84 % de tous ceux qui « sont très engagés avec la politique » ont donné la même réponse. En termes d'influence, parmi ceux qui ont répondu, 70 % pensaient que les gens de leur district avaient trop peu d'influence, tandis que 80 % disaient « les gens qui ont donné beaucoup d'argent à leurs campagnes politiques » avaient trop d'influence. Cette vision négative ne concernait cependant pas uniquement les politiciens individuels.

L'un des résultats les plus révélateurs du sondage Pew a été la forte baisse de ceux qui ont une opinion favorable du Parti Démocrate dans son ensemble. Considérant que plus de 60 % avaient une opinion positive de ce parti à la fin des années 1990 et au début des années 2000, cela est tombé aux environs de 40 % de 2008 à 2018, Sans doute une conséquence de la récession et de la déception vis-à-vis de l'administration Obama. Puis de 2018 à juillet 2023, l'approbation du Parti démocrate a chuté à 37 % tandis que ceux qui ont une opinion défavorable de ce parti ont augmenté à 60 %. Interrogés, près des trois quarts des démocrates et de leurs sympathisants répondent que la phrase « J'aimerais souvent qu'il y ait plus de partis politiques parmi lesquels choisir dans ce pays » décrit leur point de vue extrêmement (44 %) ou un peu (30 %). Parmi les indépendants, beaucoup de ceux qui ont une orientation démocrate expriment davantage ce point de vue que parmi les républicains. Les Démocrates ne sont pas très contents de leur parti.

Comme le souligne l'enquête de Pew, les points de vue positifs des Démocrates en particulier sont « maintenant à leur point le plus négatif des trois dernières décennies. » Et cela précisément pendant la période de montée de l'électoralisme socialiste dans ce parti. Je ne dis pas que Bernie Sanders, AOC, « la brigade » ou DSA sont à blâmer pour cette image sombre de la façon dont la plupart des gens voient la politique et le parti démocrate en particulier. Mais, comme leur incapacité croissante à s'opposer à la direction du Parti Démocrate, en fait leur approbation constante des chefs du Parti Démocrate, y compris Biden, (8) leur haut niveau de votes « d'unité » sur le programme législatif de Biden, et, en conséquence leur identification publique plus forte avec le parti suggèrent qu'ils ne l'ont pas empêché ou même

modéré, malgré leur popularité individuelle ou leurs opinions personnelles. Rien dans le sondage Pew ne montre que les gens voient une tendance contraire à cette détérioration des opinions concernant les politiciens et le Parti Démocrate.

Le sort de DSA lui-même est peut-être l'impact le plus immédiat de ce malaise politique croissant pour la gauche. Avec l'effondrement de la dynamique Sanders et l'augmentation des luttes internes parfois vives au sujet de l'incapacité de l'organisation à garder ses « élus » Démocrates, et après avoir été mis en cause, notamment par la guerre Israël/Palestine et par l'interdiction de Biden de la grève dans les négociations ferroviaires, le groupe a connu une perte importante et continue de ses membres. Selon son rapport sur le budget de juin, DSA a vu ses membres (en comptant les cotisants en retard) passer de leur sommet de 94 000 à la mi-2021 à 78 000 en mai 2023. Le nombre de « membres en règle », une mesure plus réaliste, est passé de 78 000 à 57 000. Cette perte d'environ un quart de ses effectifs réels est intervenue alors que les opinions favorables au Parti Démocrate chutaient à nouveau à des niveaux bas et que la controverse sur le comportement des « élus » occupaient pendant un certain temps une place centrale dans les débats. Bien qu'il soit trop tôt pour le dire, les retombées actuelles de la guerre entre Israël et Gaza menacent de fragmenter davantage DSA.

En dépit de cette crise pré existante, un consensus a semblé apparaître lors son congrès de juillet, DSA y a réaffirmé son engagement à « contester tactiquement les règles électorales actuelles conduisant au vote démocrate » ? En reconnaissance du problème de l'insertion des militants de DSA dans les organes de direction définissant la politique de l'organisation, il a été proposé d'agir comme un parti, afin d'organiser le travail des militants de DSA et de leur fournir un soutien. Une proposition visant à imposer un certain type de responsabilité ou de discipline sur les « élus », cependant, a échoué. La question de la sortie du Parti Démocrate, qui n'a jamais suscité l'intérêt des « élus » de DSA, est tombée en poussière avant même le congrès et a pratiquement disparu de la discussion. D'autre part, il y a eu un intérêt renouvelé pour la création d'une nouvelle organisation de masse avec sa propre identité qui serait parallèle au parti lui-même et, pourrait, dans le cas des élections au Congrès et dans la plupart des assemblées législatives d'État, rivaliser avec le caucus démocrate pour la désignation de ses candidats. Compte tenu du déséquilibre institutionnel et financier initial de pouvoirs entre DSA et cette nouvelle organisation, et du fait que les questions de stratégie électorale dépendent de la direction du parti et non de cette nouvelle organisation envisagée ; il n'est pas difficile de prévoir quelle organisation a l'avantage sur l'autre.

Cette idée semble avoir été introduite pour la première fois par Jared Abbott et Dustin Guastella en 2019, Bien que l'idée d'une telle organisation ait été proposée en détail sans le terme par Seth Ackerman en août 2016. (9) Les dates sont importantes. C'est juste après le défi couronné de succès de Sanders et l'élection en 2018 de quatre membres de « la brigade ». Si un projet électoral aussi ambitieux pouvait avoir une opportunité de développement, c'était certainement au cours des premières années d'élan qui ont suivi la campagne électorale de Sanders entre 2015 et 2017, l'élection de « la brigade » en 2018, et la croissance initiale de DSA. Les membres de DSA élus entre 2018 et 2020, sans le soutien desquels un tel projet ne serait pas crédible précisément parce qu'il s'agit d'un projet électoral centré sur le Parti démocrate, n'ont jamais manifesté d'intérêt pour un tel type d'organisation fondée sur une base militante. Au lieu de cela, ils se sont contentés du caucus des membres progressistes du Congrès, le CPC, d'ONG non lucratives, de campagnes pilotées par des personnels salariés, comme JD et « Our Revolution », et de collecteurs de fonds numériques telles que ActBlue qui facture ses services ou Middle Seat qui réalise son propre profit. Et maintenant, l'élan est perdu, la crise a commencé, et les partisans potentiels d'une organisation de masse, parmi les

titulaires actuels de postes de gauche au Congrès, sont étroitement alliés avec la direction du parti.

Comment sortir de ce désordre

La crise de la politique électorale (et bien plus encore) ne peut être résolue ou transcendée par un électoralisme « tactique » dans un parti démocrate de plus en plus autoritaire et impopulaire. « Continuons simplement à agir plus fort » fonctionne rarement en pleine crise, surtout quand cette activité fait partie du problème. Comme cela a été le cas tout au long de l'histoire des États-Unis, notamment dans les années 1850-1860 (esclavage), 1890 (populisme agraire et ouvrier), 1930 (travail), 1950-1960 (droits civiques, libération des opprimés, et soulèvements de la base), il a fallu des bouleversements sociaux de masse pour desserrer l'étau des classes dirigeantes sur la politique et réduire les barrières à tout progrès social et politique. Le besoin criant est celui d'un mouvement de la classe ouvrière durable et complet avec les syndicats, des organisations des opprimés, Des expressions politiques indépendantes tant dans les communautés que sur les lieux de travail pour faire les premiers pas vers un nouveau parti de la classe ouvrière. Tout cela doit venir d'abord et avant tout des racines du pouvoir de classe qui se trouvent dans la production de biens et de services. Dans cette tâche apparemment écrasante, les socialistes ont maintenant un couple de choses qui vont en leur faveur.

Le premier est la montée bien documentée de l'action syndicale et ouvrière. Ce n'est pas encore la poussée nécessaire pour sortir de l'impasse, mais c'est un mouvement dans la bonne direction. De plus, contrairement à la politique électorale, la grande majorité des États-Unis l'apprécie favorablement. Le soutien aux syndicats a augmenté depuis 2017, passant de 56 % en 2016 à 61 % en 2023. Gallup a rapporté qu'il avait atteint 71 % en 2022, puis était tombé à 67 % mais je crois que cela est dû à un hasard statistique. Le bond à 71 % en 2022 était entièrement dû à un bond soudain et suspect de neuf points de pourcentage dans l'approbation républicaine des syndicats, de 47 % en 2021 à 56 % en 2022. Il est ensuite retombé à un niveau plus typique pour les Républicains de 47 % en 2023, portant la moyenne globale à 67 %. Cela donnait l'impression qu'il y avait eu une baisse importante du soutien aux syndicats en 2023, mais rien ne permet de le croire.

Tout d'abord, la baisse rapportée par Gallup en 2023 n'était certainement pas due à une réaction contre les grèves. Le même sondage Gallup a titré une section « Les Américains favorisent les travailleurs dans les conflits du travail » et montre qu'en 2023, de grandes majorités soutiennent les travailleurs de l'automobile contre les entreprises (75 %), frappant les auteurs de films et de télévision par 72 %, et les acteurs par 67 % contre leurs employeurs. Un sondage Reuters/Ipsos réalisé en septembre lors de la grève de l'UAW des travailleurs de l'automobile de Detroit a montré que 58 % des travailleurs soutenaient les grévistes. Un sondage conjoint du 21 au 25 septembre du groupe de stratégies mondiales / GBAO a révélé que 76 % des entreprises soutenaient l'UAW contre les sociétés automobiles, Un sondage de CNN du 4 au 9 octobre a révélé que 76 % des sondés étaient d'accord avec les grévistes et seulement 23 % avec les compagnies.

D'autre part un sondage AFL-CIO d'août 2023 réalisé auprès des électeurs inscrits avec un sur échantillonnage d'électeurs de moins de 30 ans, d'électeurs d'origine asiatique et de syndiqués, " un échantillon assez différent que le sondage aléatoire sélectionné par Gallup, 71 % des interrogés approuvent les syndicats. Ce nombre montant à 88 % parmi les moins de 30 ans et à 91 % parmi les Démocrates. En plus de cela, 75 % des travailleurs soutiennent la

grève, 93 % pour les Démocrates et 90 % pour les moins de 30 ans. Même en tenant compte des biais dans l'échantillon, cela révèle un fort soutien aux syndicats et aux grèves dans les principales circonscriptions. Selon tous les indicateurs des sondages de Gallup, Reuters/Ipsos, GSG/GBAO, AFL-CIO et CNN, un nombre croissant de résidents américains pensent que les syndicats sont une bonne façon d'améliorer leur vie, même s'il faut une grève pour le faire, et généralement seulement moins d'un quart soutient le le capital contre les travailleurs. Comme nous l'avons vu, cela contraste fortement avec ce que la majorité pense de la politique, des politiciens et du parti démocrate en particulier. Cela inclut Biden, dont l'approbation a atteint 37 pour cent en septembre, tandis que celle de sa gestion de l'économie est tombée à 30 pour cent, selon le sondage Washington Post-ABC.

Le contraste ainsi que le calendrier sont frappants ! Sans doute Biden ou ses conseillers l'ont remarqué, ce qui est une des raisons pour lesquelles le président s'est présenté à un piquet de grève de l'UAW dans le Michigan en septembre. Si les démocrates ont besoin des votes suburbains aisés pour gagner une majorité au Congrès, Biden a besoin des syndicats et du vote des ouvriers pour espérer l'emporter dans les États incertains du Middle West. En fait, Biden n'est pas nouveau quant à l'utilisation politique des piquets de grève au moment des élections. Lors de la grève de GM en 2019, Bloomberg (23 septembre 2019) a rapporté que lorsque les primaires présidentielles ont décollé en septembre, le candidat Biden s'est joint aux membres en grève de l'UAW dans une usine de GM à Kansas City. Le même jour, Elizabeth Warren avait également participé à un piquet de grève à l'usine GM de Detroit-Hamtramck.

Comme l'ancien conseiller de Clinton, Paul Bledsoe, l'a récemment déclaré à Politico au sujet des élections de 2024 : « D'ici le jour des élections, il doit se tromper du côté du travailleur et du consommateur. C'est la politique de notre époque. » Et après ça ? Eh bien, Biden consulte régulièrement la PDG de GM Mary Barra sur l'avenir de l'industrie automobile, qui a visité la Maison Blanche huit fois depuis que Biden est entré en fonction, selon Politico (19 septembre 2023). Un jour pour les travailleurs, huit jours pour le patron. C'est aussi la politique de notre époque.

Bien sûr, l'appui de l'opinion publique ou les apparitions présidentielles ne gagnent pas à elles seules des grèves ou n'apportent pas de succès aux défilés et manifestations. . Cela nécessite une organisation et une lutte de classe directe. Bien que les socialistes ne puissent pas créer eux seuls le mouvement ils ont souvent joué un rôle de premier plan dans le développement et même la direction de la lutte des classes aux États-Unis et dans le monde entier. Même à notre époque, les socialistes ont aidé à mener des actions de masse, depuis le mouvement des enseignants en 2018 jusqu'aux organisations de base d'enseignants, de chauffeurs routiers, d'ouvriers, et d'autres, ainsi que les efforts pour organiser Amazon, et plus encore. Ce sont des mouvements dans lesquels les ; travailleurs participent collectivement et directement et ressentent leur pouvoir, quelque chose que l'on ne ressent plus clairement dans la politique électorale actuelle.

L'accélération du conflit de classe en mouvement, ainsi que sa popularité croissante, est une invitation et un défi pour le mouvement socialiste actuel aux États-Unis à se joindre à nous et à faire une différence. C'est ainsi que nous inspirons les gens à agir, à briser le cynisme et le fatalisme causés par la réalité de la politique électorale dominante, et à aider les gens à changer eux-mêmes afin de changer le monde « d'en bas » et peut-être même à créer un nouveau type de politique démocratique (avec un petit d) de la classe ouvrière aux États-Unis.

P.-S.

- Inprecor. 13 décembre 2024 : <https://inprecor.fr/node/4494>
- Hiver 2024, publié par [New Politics](#), traduit par Jean-Claude Vessillier.

Notes

[1] Enlisé dans la boue. Plongeant à droite : 2022 Midterm Elections », *Against the Current* (223, mars/avril 2023), p. 25.

[2] Même le taux d'élection des membres de DSA aux conseils municipaux, de loin le moins cher et le plus facile à gagner, a ralenti. Sur les 95 titulaires actuels de ces fonctions, à l'exclusion des maires, 29 ont pris leurs fonctions en 2022 et seulement neuf en 2023. Wikipedia, « Liste des socialistes démocrates d'Amérique en fonction publique », dernière édition le 23 octobre 2023.

[3] Kim Moody, « The “Class Ceiling” : Political Money and the Primary Election », *Spectre* (numéro 6, automne 2022), p. 38-45.

[4] Sauf indication contraire, tous les chiffres sur le financement des élections proviennent d'OpenSecrets.org et la plupart des données électorales proviennent de Ballotpedia ou des sites Web des candidats.

[5] Moody, « Enkisé dans la boue », 26.

[6] Pew Research Center, *Americans' Dismal Views of the Nation's Politics* (19 septembre 2023).

